

## A propos d' Europe Ecologie et de son succès à l'élection européenne de juin 2009 :

- Europe Ecologie : décryptage. Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) - Le 15 août 2009
- Le programme d'Europe écologie est moins ambitieux que celui de Dumont en 1974. Sylvain Lapoix, Marianne, le 23 Août 2009

---

### Europe Ecologie : décryptage Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) - Le 15 août 2009

A quelques jours de l'ouverture de l'université d'été des Verts, il n'est pas inutile de revenir sur le score obtenu par les listes *Europe Ecologie* lors de l'élection européenne de juin 2009 et de comprendre la signification de leurs résultats.

Le présent texte est très critique vis-à-vis de l'idéologie et du programme de ces listes qui agissent comme mirage électoral pour éviter d'aborder les vraies solutions à la triple crise économique, sociale et écologique. Le M'PEP espère que les militants des Verts, dont une grande partie est située politiquement à gauche ou même très à gauche, sauront arrimer le mouvement écologiste à gauche et repousser les impasses du « *ni droite, ni gauche* » professées par Daniel Cohn-Bendit.

#### Mirage électoral

Les scores surprenants obtenus par certaines listes aux élections européennes depuis 1989 s'expliquent aisément. L'élection européenne, qui n'a aucune conséquence sur les politiques menées en France ou en Europe, sert souvent de défouloir à tous les électeurs qui en éprouvent le besoin. Il est ainsi possible de « *punir* » tel ou tel parti – ou du moins de donner un avertissement – sans que la sanction n'ait le moindre effet institutionnel. Aucun autre type d'élection ne connaît ce phénomène.

Après le score atypique réalisé en juin 2009 par les listes *Europe Ecologie* (16,28% et 2,8 millions de voix), il faut distinguer l'émergence de la crise écologique de sa traduction électorale. La question est de savoir si les résultats des listes *Europe Ecologie* traduisent les inquiétudes légitimes provoquées par cette crise, ou s'il s'agit simplement d'un phénomène purement électoral. N'est-ce qu'un feu de paille, ou ce score témoigne-t-il de l'émergence en France ou même en Europe d'un nouvel acteur politique majeur ? N'oublions pas que ce score a été obtenu dans un contexte d'hyper-abstention qui en relativise la portée (57% à l'échelle de l'Union européenne, près de 60% en France).

A l'évidence, pour le M'PEP, les listes *Europe Ecologie* ne pourront pas se transformer en courant politique homogène susceptible de modifier le paysage politique français. Ce n'est pas *Europe Ecologie* qui a réalisé un bon score, mais ce sont les mauvais scores du PS et du MoDem qui ont gonflé artificiellement la performance d'*Europe Ecologie*. Cette explication, cependant, ne peut suffire et doit être complétée.

Si les résultats des élections européennes du 7 juin 2009 ont témoigné d'une très forte abstention (59,6%), exprimée surtout chez les jeunes de 18 à 34 ans (81%) et dans les milieux populaires (plus de 70%), ils ont également prouvé que les questions environnementales sont omniprésentes dans le débat public. Ceci s'est traduit par un score de 16,2% en faveur du mouvement *Europe Ecologie*, soit une progression de 8,8% par rapport aux précédentes élections où les Verts avaient obtenu 7,4%.

A l'échelle européenne, aucune « *percée* » écologiste n'est observable, le score d'*Europe Ecologie* reste manifestement un problème de politique franco-française. Certes le groupe des Verts au Parlement européen passe de 44 à 53 élus, mais cette

augmentation vient essentiellement de la France. Les écologistes progressent dans 10 pays (France, Belgique, Suède, Grèce, Grande-Bretagne, Estonie, Finlande, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne) et régressent dans 4 (Malte, Autriche, Irlande, République Tchèque). Ils n'étaient pas représentés comme tels dans les autres.

Il est vrai que dans certains pays les écologistes ont atteint un niveau électoral significatif. C'est le cas, essentiellement, des pays suivants : Luxembourg (17%) ; France (16,2%) ; Belgique (13,4%) ; Finlande (12,4%) ; Allemagne (12,1%) ; Suède (10,8%) ; Autriche (9,5%) ; Grande-Bretagne (8,3%) ; Pays-Bas (8,9%). Mais le score de ces partis écologistes ne semble pas s'expliquer principalement par une prise de conscience écologiste particulière des populations concernées. L'explication tient à des configurations politiques locales, notamment la collaboration entre la droite et la social-démocratie qui crée un besoin de renouvellement politique se focalisant sur les écologistes, faute de mieux et d'une vraie gauche. Dans ces situations, les écologistes apparaissent davantage porteurs d'une exigence de renouvellement politique qu'incarnant la seule exigence écologiste.

#### Un rassemblement essentiellement électoraliste

Plusieurs éléments peuvent expliquer ce résultat, notamment le vote sanction à l'égard du PS et certaines « *fuites* » venant du MoDem. Mais les inquiétudes en matière d'environnement n'en sont pas moins réelles. La réponse à la crise écologique est jugée insuffisante par 92% des Français, inquiets du mauvais état de la planète. Ils le sont davantage que les Américains ou les Britanniques, mais pas moins que les Japonais, les Brésiliens ou les Russes, comme l'indique une étude internationale réalisée par l'institut TNS Sofres dans 17 pays, en juin 2008 (Le Monde, 31 mars 2009).

*Europe Ecologie* est un rassemblement politique créé par Daniel Cohn-Bendit et lancé le 20 octobre 2008 à Paris. Cette alliance regroupe des partis politiques comme Les Verts et la Fédération Régions et Peuples Solidaires, des membres d'associations et des personnalités (Jean-Paul Besset, José Bové, Yannick Jadot, Eva Joly, Michèle Rivasi...). La création d'*Europe Ecologie* s'inscrit aussi dans la dynamique de synthèse des Verts qui s'étaient réunis en congrès à Lille en décembre 2008, synthèse refusée par la gauche du parti qui avait présenté une motion intitulée « Pour une écologie populaire ». Cette motion des Verts de gauche dénonçait le parti qui « *navigue à vue, tenté par une alliance politique avec des environnementalistes de droite, qui précipiterait une dérive centriste observable à l'échelle européenne.* » Elle appelait à « *cesser de voguer au gré des opportunités électorales et à construire un outil efficace, ouvert et militant, au service d'une stratégie de transformation.* »

Le M'PEP avait analysé le texte de synthèse des Verts :

<http://www.m-pep.org/spip.php ?article1038>

Il soulignait des orientations politiques contradictoires par rapport à un ancrage affiché à gauche, une volonté de rassemblement électoral au détriment de positions politiques claires, des manquements et des silences inquiétants, notamment sur les marchés spéculatifs des droits à polluer, sur les conséquences des politiques de l'Union européenne, sur les relations Nord-Sud, sur les politiques d'immigration à mettre en œuvre, sur la question de la souveraineté populaire dans la construction européenne...

En acceptant un rassemblement hétéroclite, qui comprenait des tenants d'une écologie libérale (Cohn-Bendit), des personnes se revendiquant de l'altermondialisme ou des militants proches du centre droit, le parti des Verts adoptait en 2009 une stratégie électoraliste au détriment d'une ligne politique claire et cohérente. Ce véritable bric-à-brac aurait pu être jugé avec sévérité au moment des élections européennes, mais ce ne fut pas le cas. Il est donc important d'apporter un éclairage aux orientations programmatiques et idéologiques du rassemblement *Europe Ecologie*.

## **Europe Ecologie vote pour l'ultralibéral Buzek à la présidence du Parlement européen**

Un premier signal politique a été donné par les élus d'*Europe Ecologie* à Strasbourg lors de l'élection, le 14 juillet 2009, du nouveau président du Parlement européen, Jerzy Buzek, ancien Premier ministre polonais, conservateur connu pour ses positions ultralibérales. Se disant « fier » d'avoir fermé 22 mines et d'avoir conduit les négociations pour l'adhésion de la Pologne à l'OTAN, il se félicite des privatisations dans son pays et n'hésite pas à faire le lien entre immigration et délinquance. Avec les députés européens de droite du Parti populaire européen (PPE) et les socialistes du Parti socialiste européen (PSE), les députés européens d'*Europe Ecologie* ont voté pour Jerzy Buzek, malgré la candidature alternative de la députée suédoise Eva-Britt Svensson, du groupe *Gauche unitaire européenne* (GUE) auquel appartiennent les députés du *Front de Gauche*.

Ceci confirme bien l'orientation écolo-libérale du mouvement *Europe Ecologie*. Si ce vote n'était pas suffisant pour s'en convaincre, il serait bon de se replonger dans les écrits de Daniel Cohn-Bendit, et plus particulièrement dans le livre paru en 1998, *Une Envie de politique* (La Découverte). Ce dernier y exprime des options politiques clairement néolibérales : entrée des entreprises dans les écoles, privatisation des services publics, travail le dimanche... (Voir l'article « *Le vrai visage de Daniel Cohn-Bendit* », *La Décroissance*, n°56 de février 2009). Pour Daniel Cohn-Bendit, « la politique européenne ne répond pas à la même logique [que les politiques nationales] : elle ne se réduit pas à l'opposition droite-gauche » (*Le Monde*, 19-20 avril 2009).

L'attitude des députés européens d'*Europe Ecologie* lors de l'élection du président du Parlement européen devrait ouvrir les yeux à certains électeurs. Ainsi, le journal *l'Humanité* du 17 juin 2009 a fait une très intéressante enquête sur les électeurs des listes *Europe Ecologie*. Elle montre la profonde confusion, et souvent l'ignorance et la naïveté de certains de ces électeurs qui sont souvent des jeunes. C'est le cas d'une jeune fille interrogée par *l'Humanité*, Cécilia, et qui annonce à propos des élus de la liste *Europe Ecologie* au Parlement européen : « Ils étaient clairs sur l'opposition à Barroso. Ils se sont engagés à ne pas soutenir les options libérales au Parlement européen »...

### **Pas de modalités concrètes de mise en œuvre des propositions**

Le manifeste d'*Europe Ecologie*, qui s'intitule « *Changer d'ère* », constitue le socle politique de ce rassemblement. Un nouveau contrat écologique et social est proposé, avec pour ambition de refonder l'Europe du Traité de Rome. Rien que cela ! *Europe Ecologie* ne manque pas d'air ! Au-delà des 9 « piliers » (le terme renvoie volontairement à la rhétorique de la Commission européenne) que sont l'emploi, l'agriculture, l'énergie, la santé, la biodiversité, les droits sociaux, les droits humains, les connaissances, et l'international, et au-delà des 27 propositions et des 3 outils qui constituent le programme du rassemblement, rien n'est réellement avancé sur les modalités concrètes pour parvenir à un quelconque changement. En particulier, pas un mot ne figure sur le mode de fonctionnement des institutions européennes ni sur les réels pouvoirs du Parlement européen. Il convient également de rappeler qu'*Europe Ecologie* est favorable à la ratification du traité de Lisbonne qui consacre et maintient dans ses fondements une Europe néolibérale (privatisation des services publics, dogme de la concurrence libre et non faussée, absence d'harmonisation sociale, libre circulation des capitaux, politique de défense inféodée à celle des Etats-Unis...).

Une action réelle dans le domaine écologique nécessite des mesures générales inscrites dans le long terme. Autrement dit, la protection et la réparation de la nature, la lutte contre le réchauffement climatique nécessitent une planification. Or, le système européen actuel l'interdit. Dès le traité de Rome en 1957,

la concurrence a été érigée en dogme surplombant toutes les préoccupations économiques, sociales, démocratiques, faisant office de valeur suprême. L'Union européenne n'est qu'un espace marchand consacré à la circulation des marchandises, des services et des capitaux. Le programme d'*Europe Ecologie* ne se donne aucun moyen pour inverser ces logiques et donner à l'Union européenne les instruments de planification qui, seuls, peuvent soustraire l'environnement aux influences néfastes du marché. Même chose pour la relocalisation des activités productives, indispensable à toute politique écologique sérieuse. Mais là aussi c'est impossible dans le cadre européen actuel puisque les traités en vigueur, et plus encore le traité de Lisbonne s'il est ratifié, l'interdisent. Le programme d'*Europe Ecologie* est muet sur ce point crucial.

Ce qui est formidable avec le programme d'*Europe Ecologie*, c'est que personne ne verrait sa situation se modifier. La fiscalité, par exemple, est absente de ce programme. Ce n'est pas sérieux ! Seule une vague « *taxe fiscale européenne sur la consommation d'énergie* » est évoquée. Les pauvres, qui n'ont pas les moyens de diversifier leurs sources d'énergie, vont payer !

### **Mythe européen et rejet des nations**

*Europe Ecologie* rejette l'échelon national, alors que ce dernier est le seul à être en mesure, à court terme, de prendre les décisions radicales qu'impose la triple crise économique, sociale et écologique.

Le contrat proposé par *Europe Ecologie* aux citoyens et électeurs s'affiche pourtant comme écologique et social. Ce mouvement estime cependant que les « *Etats-nations n'offrent qu'une réponse partielle et inadaptée aux risques globaux auxquels nos sociétés sont confrontées* », oubliant qu'aujourd'hui il n'existe aucun autre espace d'exercice de la souveraineté populaire pour le remplacer. Les nations sont des « *unités de volonté politique* » et le premier lieu d'exercice de la démocratie. Comment penser la démocratie en dehors de la souveraineté nationale et populaire ? Doit-on envisager comme système ce que les tenants du libéralisme appellent la « *gouvernance* », c'est-à-dire une pseudo-démocratie sans le peuple ?

Si l'échelon de l'Union européenne est le seul auquel il est possible de prendre des décisions contre la triple crise économique, sociale et écologique, que faire si un ou plusieurs pays de l'Union européenne font de l'obstruction ? Pour *Europe Ecologie*, la question ne se pose même pas ! Elle est taboue ! Par principe, *Europe Ecologie* considère que tous les pays vont suivre, et que s'interroger sur l'hypothèse que l'un d'entre eux bloque le processus ne serait qu'une nouvelle manœuvre nationaliste. Mais demandons-nous pourquoi une « *Europe écologique* » serait possible, alors qu'aucune « *Europe sociale* » ne l'a jamais été ?

Dans le domaine de l'environnement, il existe deux échelles pertinentes. La première est l'échelle mondiale où se diffusent les nuisances causées par l'activité humaine, qui ne s'arrêtent pas aux frontières de l'Europe comme le nuage de Tchernobyl s'était arrêté aux frontières françaises ! L'échelle continentale (Europe, Asie, Afrique, Amérique) peut et doit jouer un rôle utile dans le combat contre ces nuisances, mais de toute évidence l'échelle optimale est celle de la planète et non celle de tel ou tel continent. La deuxième échelle pertinente pour agir efficacement en matière d'environnement est l'échelle locale (nationale et infranationale). C'est à ce niveau que les décisions sont prises (politiques commerciales, industrielles, fiscales, aménagement du territoire...) et c'est à ce niveau que les entreprises et l'activité humaine polluent.

En vérité, le niveau européen est le pire choix que l'on peut faire en matière écologique. Ce n'est pas seulement à ce niveau que l'activité humaine pollue, et ce n'est pas à ce niveau non plus que les effets de la pollution se font seulement sentir. Il faut lutter pour une prise en compte de la question environnementale à l'échelle

mondiale et européenne, mais le rapport des forces actuel ne laisse pas entrevoir de débouchés positifs à court terme. L'action des Etats restera donc décisive pour tarir, chacun sur leur territoire, les sources de pollution, et pour en combattre les effets. L'addition de ces volontés pourra atteindre une certaine masse critique, en attendant que les échelons européen et mondial prennent le relais. En tout état de cause, rejeter l'échelon national, par principe, est inefficace et relève d'une attitude dogmatique.

## Européisme

*Europe Ecologie* considère « que nous ayons voté oui ou non au référendum de 2005, nous avons tous besoin d'une Europe unie seul espace à la hauteur des défis ».

Mais de quelle Europe parlons-nous ? D'une Europe où le vote populaire est bafoué comme en France, où le traité de Lisbonne, copie conforme du TCE, est ratifié, selon les vœux de N. Sarkozy, non plus par voie référendaire mais par voie parlementaire grâce à l'appui complice du majorité de socialistes et des Verts, à l'exception de Martine Billard, seule députée des Verts à avoir voté contre la révision de la Constitution française ? De cette Europe qui récidive un peu plus tard en faisant voter une seconde fois le peuple irlandais pour n'avoir pas approuvé le traité de Lisbonne la première fois ? Du Parlement européen qui refuse en février 2008 de voter une motion déclarant qu'il respectera le résultat du vote référendaire des Irlandais sur le traité de Lisbonne ? Une Europe dite sociale, mais sans démocratie, sans respect de la souveraineté populaire ? Voilà un aspect clairement occulté par *Europe Ecologie* qui fait froid dans le dos.

Nous serons probablement tous d'accord pour admettre que « nous avons tous besoin d'une Europe unie ». Cette pétition de principe, cependant, n'a aucune raison de s'appliquer simplement à l'Europe, car nous avons aussi besoin d'une Asie unie, d'une Afrique unie, d'une Amérique unie. Et d'un monde uni ! Que cache en réalité l'intention une Europe unie présentée de cette façon, isolée du reste du monde ? N'est-ce pas pour mieux exercer une domination ? De telles analyses relèvent de l'europhisme, c'est-à-dire d'un nationalisme appliqué à l'échelle de l'Union européenne.

## Désarmement des travailleurs

Pour tenter de faire illusion, deux porte-parole du mouvement *Europe Ecologie*, José Bové et Daniel Cohn-Bendit, proposent « un changement progressif du mode d'élection du Parlement européen pour arriver à des listes transnationales dont les têtes correspondraient aux candidats des partis européens à la présidence de la Commission » (Le Monde, 29 mai 2009). Le M'PEP a déjà souligné les effets immédiats ou à plus long terme d'une telle proposition <http://www.m-pep.org/spip.php?article1352>

Ces effets seraient le renforcement des mouvements nationalistes et xénophobes, précisément parce que le système européen court-circuite les souverainetés populaire et nationale ; le désarmement des luttes sociales puisque la loi serait votée à l'échelle de l'Union et non plus dans chaque pays ; le renforcement des pouvoirs de l'oligarchie européenne qui n'aurait plus en face d'elle aucun peuple, puisque le « peuple européen » n'existe pas.

Le centre de gravité idéologique, politique et électoral de l'Union européenne actuelle étant très à droite, toute tentative de donner des pouvoirs supplémentaires au Parlement européen, au détriment des parlements nationaux, est un magnifique cadeau fait à la droite et aux classes dirigeantes. En l'état actuel des choses, et pour encore longtemps, seules les nations sont susceptibles de faire contrepoids à l'eurolibéralisme.

## Démagogie sociale

Des préoccupations sociales sont affichées par *Europe Ecologie*, comme la réduction du temps de travail à l'échelle européenne, la fixation d'un revenu minimum d'existence et un revenu maximum

(30 fois le revenu médian, soit 440 000 € mensuels en France), la mise en place d'un socle commun pour l'ensemble du droit social européen, un bouclier social pour protéger les salariés contre les délocalisations et le dumping social, etc. Outre le fait qu'elles ne sont associées à aucun moyen financier, elles font l'impasse sur le fonctionnement des institutions européennes qui les rend irréalisables. Faut-il encore rappeler que le Parlement européen n'a aucun pouvoir d'initiative des actes législatifs, et que seule la Commission détient ce monopole ?

Le Parlement européen ne peut proposer de nouveaux traités et ne peut déroger au cadre fixé par les traités : « maintenir intégralement l'acquis communautaire et le développer ». En d'autres termes, rien ne doit venir modifier l'orientation libérale de l'Union européenne. Plus précisément, le Parlement européen n'a pas de pouvoir en matière de conditions de travail et ce sont les Etats-membres qui restent maîtres de « la définition des principes fondamentaux de leur système de sécurité sociale ». Il paraît donc pour le moins étrange, si ce n'est trompeur, d'afficher une ambition sociale et d'approuver en même temps le traité de Lisbonne qui en est aux antipodes.

## Soutien à l'agriculture productiviste

De la même manière, *Europe Ecologie* revendique une agriculture paysanne pour une alimentation saine, prône une politique agricole commune (PAC) écologique, une Union européenne sans OGM et 30% d'agriculture biologique à l'horizon 2020, alors que le Parlement européen n'a aucun pouvoir sur la PAC. Le seul but de la PAC est « d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimal des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre » (article 39, traité de Lisbonne). Où est passé le paysan du Larzac ? Sur un plateau télé ? Car cet article 39 du traité de Lisbonne a des conséquences très concrètes : libéralisation des OGM, développement des cultures dédiées aux agrocarburants, accélération de la disparition des petites et moyennes exploitations agricoles...

Comment modifier ces orientations libérales et ultra-productivistes sans aborder le mode de fonctionnement des institutions européennes ? Evidemment, *Europe Ecologie* ne le dit pas.

## Double langage sur le libre-échange et les paradis fiscaux

Au niveau international, *Europe Ecologie* propose trois mesures : en finir avec les paradis fiscaux, exiger la souveraineté alimentaire qui est un droit fondamental des peuples, et enfin rembourser la dette écologique de l'Europe en finançant de grands chantiers de restauration des écosystèmes de la planète. Si le M'PEP est d'accord avec l'intention affichée, à nouveau, ces propositions se trouvent en contradiction avec les dogmes européens inscrits dans le traité de Lisbonne sans qu'*Europe Ecologie* ne le mentionne.

Comment en finir avec les paradis fiscaux alors que l'Union européenne oblige tous les Etats-membres à respecter la libre-circulation des capitaux au sein de l'Union européenne (qui possède ses propres paradis fiscaux) et hors de l'Union ? Le Parlement européen se doit de participer à « réaliser l'objectif de libre circulation des capitaux entre Etats-membres et pays tiers, dans la plus large mesure possible ».

Eva Joly, ancienne juge d'instruction spécialisée dans les dossiers politico-financiers (affaire Elf par exemple), était présente sur la liste *Europe Ecologie*. Elle n'a pas du tout le profil libéral-libertaire d'un Daniel Cohn-Bendit ou d'un José Bové. Au point, d'ailleurs, qu'elle avait demandé à être tête de liste sur celle du MoDem avant de se rabattre sur *Europe Ecologie*. Elle a certainement joué un rôle de contrepoids et d'équilibre au sein de la liste *Europe Ecologie*, qui a pu séduire des électeurs. Cependant, Eva Joly, qui a été élue à Strasbourg, ne pourra rien faire contre les

paradis fiscaux, hormis rédiger des rapports, contrairement à ses affirmations faites pendant la campagne électorale. Ce qui est navrant, c'est qu'Eva Joly et la liste *Europe Ecologie* ont fait miroiter une action vigoureuse contre les paradis fiscaux.

Rappelons encore que les paradis fiscaux sont membres de l'Union européenne comme la Grande-Bretagne (City de Londres, îles anglo-normandes...) ou protégés par les traités en vigueur. En ce qui le concerne, le traité de Lisbonne les adoube : partie IV concernant la liberté de circulation et d'installation ; annexe II concernant l'outre-mer. Rappelons aussi qu'une action contre les paradis fiscaux nécessite une proposition de la Commission (composée uniquement de néolibéraux et sociaux-libéraux fanatiques) et ensuite l'unanimité du Conseil. Il y aura toujours un pays qui empêchera d'obtenir l'unanimité... la Grande-Bretagne par exemple ! Rappelons enfin que la liste *Europe Ecologie* dénonce le rôle des Etats, alors qu'en matière de lutte contre les paradis fiscaux – comme dans la plupart des autres domaines – seuls des actes unilatéraux des Etats sont susceptibles de faire bouger les lignes.

Plus d'un milliard d'habitants sur la planète souffrent de la faim, soit un habitant sur 6, et ce chiffre ne fait qu'augmenter au fil des mois et des années. Pour *Europe Ecologie*, cette situation est le résultat de la libéralisation des échanges imposée par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et par les politiques commerciales agressives imposées par l'Union européenne et les Etats-Unis. Nous sommes d'accord, mais *Europe Ecologie* omet de dire que la doctrine libre-échangiste est le cœur même des institutions communautaires. *Europe Ecologie* estime également que la santé est un droit fondamental, et non une marchandise, et qu'à ce titre, l'Union européenne doit l'exclure de l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) qui relève des négociations multilatérales au sein de l'OMC. Là encore, le Parlement européen n'a aucun pouvoir en matière de politique commerciale commune (accords tarifaires et commerciaux, uniformisation des mesures de libéralisation, politique d'exportation...) et ne joue aucun rôle dans la négociation d'accords internationaux en matière de commerce. C'est le Commissaire au commerce extérieur qui représente l'Union dans les négociations de l'OMC, avec les objectifs que l'on connaît : ceux du libre-échange, au détriment des populations des pays les plus faibles. Toujours au niveau international, comment *Europe Ecologie* peut-elle faire ce grand écart en dénonçant dans son programme l'adhésion de l'Union européenne à une OTAN dépassée, sous commandement américain, et en approuvant le traité de Lisbonne qui lie la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union au traité de l'Atlantique nord ?

### **Accord avec la Bourse des droits à polluer**

Sur la question de l'énergie et du changement climatique, *Europe Ecologie* affirme sans aucun recul critique que « *l'Europe a su se placer à l'avant-garde dans la lutte contre le réchauffement climatique et les objectifs du paquet énergie-climat sont les nôtres* ». Il est tout à fait étonnant et paradoxal que dans leur traitement de l'urgence climatique, aucune allusion ne soit faite au fameux protocole de Kyoto, à sa mise en œuvre taillée sur mesure pour les industriels et les pollueurs (boursicotage des « droits à polluer », marché spéculatif de la finance carbone), et aux résultats que l'on connaît (les émissions réelles de gaz à effet de serre n'ont pas baissé au sein de l'Union européenne mais augmentent en flèche dans les pays en développement sous l'effet des délocalisations). Ce silence en dit d'autant plus long que la conférence de Copenhague de décembre 2009, qui doit déboucher sur un nouvel accord pour l'après-Kyoto, pérennisera ces solutions libérales avec la bénédiction de l'Union européenne.

### **Europe Ecologie, en refusant des mesures protectionnistes, se prive de tout moyen d'action**

Qui veut avoir une action écologique efficace et décisive doit préalablement maîtriser l'économie. L'affaire est sérieuse et ne peut laisser place aux approximations et aux gadgets. Le point le plus important, et qui devrait apparaître à tous comme une évidence, est qu'il n'est pas possible de disjoindre la question de l'écologie de la mondialisation et du système capitaliste lui-même. Tout projet qui se prétend écologiste et qui ne pose pas immédiatement le problème en ces termes est une tromperie, une pure opération électoraliste. Car la déréglementation commerciale – autrement dit le développement du libre-échange – est une cause majeure des pollutions et du réchauffement climatique.

Beaucoup d'écologistes se laissent pourtant prendre au piège des aberrations du libre-échange qui consistent à séparer les lieux de production des lieux de consommation et des lieux de recyclage des déchets. Les lieux de production sont situés dans les pays à bas coûts de main-d'œuvre et à faible action environnementale ; les lieux de consommation se trouvent dans les pays où existe une classe moyenne disposant d'un haut niveau de pouvoir d'achat ; les lieux de recyclage ou de stockage des déchets sont dans certains pays pauvres spécialisés dans cette fonction.

Le libre-échange est une des premières sources de pollution : premièrement, les transports représentent 55% de la consommation de pétrole dans le monde ; deuxièmement, les délocalisations se font dans des pays à très faible niveau de protection environnementale ; troisièmement, la concurrence internationale empêche de mettre en place des normes contraignantes dans les pays occidentaux.

Toute action qui prétend agir sur l'environnement doit donc commencer par préconiser des mesures allant à l'encontre des conséquences dévastatrices du libre-échange. Le M'PEP, pour sa part, évoque un protectionnisme universaliste inspiré de la Charte de La Havane de 1948. Il n'est pas possible, comme le fait *Europe Ecologie*, d'être partisan du traité de Lisbonne et de préconiser des mesures favorables à l'environnement, puisque le traité de Lisbonne veut encore aller plus loin en matière de libre-échange.

### **Un programme aux ambitions très modestes**

Le programme d'*Europe Ecologie* est finalement d'une ambition très modeste et décalée par rapport aux enjeux. Il ne contient aucune rupture avec l'ordre actuel et ne propose aucune mutation concrète du système productif pour répondre à la crise. Ceux qui ont voté *Europe Ecologie* se satisferaient de peu s'ils en restaient là. Seraient-ils prêts à faire alliance avec les classes dirigeantes pour peu que celles-ci gesticulent autour des notions de « *capitalisme vert* » ou de « *croissance verte* » ?

Une véritable approche écologique nécessite de tarir en premier lieu et progressivement toutes les sources d'atteintes aux écosystèmes (pollution, recul de la biodiversité, réchauffement climatique, OGM...). Il faut de surcroît reconstruire ce qui a été détruit. Pour atteindre ces objectifs, c'est le mode de production capitaliste lui-même qui doit être frappé en son cœur. C'est pourquoi la réflexion sur un socialisme du XXI<sup>e</sup> siècle doit s'intensifier, au point même d'évoquer un « *éco-socialisme* ».

L'écologie est incompatible avec le capitalisme et son idéologie du moment, le néolibéralisme. Un véritable écologiste se doit d'être anticapitaliste et antilibéral. C'est pourquoi *Europe Ecologie* n'a rien d'écologiste.

### **La « vertitude » ne fait pas un projet politique**

Ce n'est pas parce que tous les partis politiques ont repeint – plus ou moins – leurs programmes en vert, ou parce que la liste *Europe Ecologie* a obtenu un score atypique, que cela fait un projet politique. Hormis le contexte de l'hyper-abstention, le score d'*Europe Ecologie* s'explique par des raisons de fond et des raisons superficielles.

L'électorat qui s'est porté sur la liste *Europe Ecologie* est particulièrement hétéroclite, il n'a pas la cohérence idéologique

suffisante pour constituer une force propulsive qui s'inscrirait durablement dans le paysage politique français. Une grande partie de celui-ci, en effet, est constituée d'électeurs socialistes qui ont voulu donner un avertissement au PS. Selon l'institut de sondage Opinion Way, sur 100 électeurs qui avaient voté Ségolène Royal à la présidentielle de 2007, 25 ont voté *Europe Ecologie*. Cet électorat retournera naturellement au PS lors des prochaines élections, sauf, éventuellement, si *Europe Ecologie* se positionne à gauche. Une autre partie de l'électorat d'*Europe Ecologie* rassemble des électeurs du centre gauche votant parfois pour le MoDem. Toujours selon Opinion Way, sur 100 électeurs ayant voté François Bayrou à la présidentielle de 2007, 19 ont voté *Europe Ecologie*. Cet électorat peut se sédimentariser chez les écologistes si ces derniers restent sur un positionnement « ni droite, ni gauche ». Au total, il sera difficile à *Europe Ecologie* de conserver à la fois les électeurs venant du PS et ceux venant du MoDem.

L'électorat de la liste *Europe Ecologie* comprend aussi quelques altermondialistes égarés. Vont-ils suivre José Bové quand celui-ci déclare « être pour ou contre le traité de Lisbonne, ce n'est plus la question. Dans la situation de crise actuelle, il faut se rassembler » (*L'Humanité*, 14 avril 2009), ou vont-ils rester fidèles et cohérents avec leurs engagements altermondialistes qui sont, par nature, antilibéraux ?

Selon Cécile Duflot, secrétaire nationale des Verts, l'objectif est désormais de construire « une nouvelle force dépassant les clivages traditionnels ». D'après Jean-Paul Besset, ancien adjoint de Nicolas Hulot et nouveau député européen, « il n'y a plus d'alliés naturels mais des alliés potentiels qui doivent rejoindre les solutions écologiques ». Ou encore pour Yannick Jadot, ancien directeur des campagnes de Greenpeace France, député européen élu dans l'ouest, « ni libéral, ni productiviste, on se situe à équidistance du Front de gauche, du PS et du MoDem ». Les Verts, qui avaient déclaré se positionner à gauche se retrouvent ainsi dans la posture stérile du « ni droite, ni gauche » et risquent de retomber dans leurs ornières du passé.

L'élection européenne, qui ne comporte qu'un tour, était la plus favorable pour *Europe Ecologie*. Il en sera tout autrement des élections législatives qui se déroulent dans des circonscriptions et à deux tours. Dans ce cadre, *Europe Ecologie* n'a aucune chance d'avoir des élus en restant seule : il faudra passer des alliances. Le faire avec le MoDem est la garantie de l'échec. Il ne reste que le PS ! Mais pour que le PS accepte un accord de désistements réciproques avec *Europe Ecologie*, ou même de ne pas présenter de candidats dans certaines circonscriptions aux législatives pour garantir quelques députés aux écologistes, il faudra que *Europe Ecologie* accepte aussi de collaborer lors des élections régionales de 2010...

### Une idéologie de diversion

Les classes sociales sensibles à l'idéologie de la liste *Europe Ecologie* restent assez étroites. En tout état de cause, elles ne peuvent à aucun moment envisager d'être hégémoniques. Il s'agit d'une partie des classes moyennes qui ont voté pour *Europe Ecologie* (32% des cadres et professions intellectuelles selon TNS Sofres). Le soubassement idéologique d'*Europe Ecologie* résulte de l'articulation de trois thèmes : la libéralisation des mœurs ; l'europhisme ; une obsession climatique.

La libéralisation des mœurs (le « libéralisme culturel ») est à certains écologistes ce que la libéralisation économique est aux néolibéraux. Dans les deux cas ce sont des excès qui conduisent à des crises. C'est pourquoi cette idéologie est souvent qualifiée de « libérale-libertaire », car elle singe le libéralisme en l'appliquant au domaine des mœurs. Même si elle concerne une certaine masse de la population, il semble illusoire de penser que celle-ci peut aller bien au-delà de son étiage actuel, elle a probablement atteint son plafond.

L'europhisme sur lequel s'appuie la liste *Europe Ecologie* est une idéologie en régression. Il n'est électoralement plus payant, désormais, de s'appuyer sur le mythe européen. De ce côté-là, le mouvement *Europe Ecologie* a peu de chances de progresser. Néanmoins, des électeurs – et pas seulement à *Europe Ecologie* – peuvent croire que l'Union européenne est l'échelon pertinent pour agir en faveur de l'environnement. Ils se trompent. D'une part, l'Union européenne et la grande majorité des pays qui la composent, sont d'inspiration néolibérale, hostile à toute intervention de l'Etat. Or une intervention massive de l'Etat est nécessaire pour résoudre les problèmes écologiques. D'autre part, l'Union européenne ne dispose d'aucun instrument pour agir efficacement en matière de lutte pour l'environnement, les traités l'interdisent. Ceux des électeurs d'*Europe Ecologie* qui ont aimé la petite musique de José Bové et Daniel Cohn-Bendit critiquant les attitudes « franco-françaises » devraient déchanter : c'est à l'échelon national et par l'intervention des Etats qu'il sera possible de lutter contre le réchauffement climatique !

En revanche, l'obsession climatique peut avoir un certain avenir si la liste *Europe Ecologie* continue d'appliquer au climat ce que le sarkozysme a appliqué à la sécurité. Il ne s'agit pas ici, pour le M'PEP, de nier l'ampleur du défi climatique. Il s'agit de dénoncer les instrumentalisation politiciennes et les diversions faites autour de ce thème. L'obsession sécuritaire et la politique de la peur menées par Sarkozy ont donné d'excellents résultats électoraux à la droite. L'obsession climatique va-t-elle devenir une nouvelle version de la politique de la peur au profit électoral de certains écologistes peu scrupuleux ? Va-t-elle nous conduire à larmoyer sur les bébés phoques et à ignorer la misère des chômeurs ? Cette idéologie peut avoir un certain succès si la question écologique reste dépolitisée (« ni droite, ni gauche »). Car rien n'est plus simple, consensuel et positif que de « vouloir sauver la planète ». Tous les enfants de dix ans y sont favorables. Qui pourrait être contre ? Cette « évidence » est un puissant facteur de dépolitisation qui peut créer l'illusion dans une partie de la population. Pour ceux qui veulent aller au-delà de ces bons sentiments, il faudra reconnaître qu'un programme authentiquement écologiste sera tout sauf consensuel. C'est-à-dire l'exact opposé de ce que préconise *Europe Ecologie*.

On observera que les grands médias, en particulier les journaux *Le Monde* et *Libération*, ont fait campagne en faveur d'*Europe Ecologie*. Au point d'écrire souvent des sottises, comme Eric Fottorino, directeur du *directoire du Monde* (*Le Monde*, 10 juin 2009) qui explique dans un éditorial, le plus sérieusement du monde et même de manière sentencieuse, que « cette élection européenne a marqué l'avènement électoral, dans notre pays, de l'écologie politique ». Encore plus fort, celle-ci apparaît « comme une alternative aux modes de création de richesses hérités de l'âge postindustriel » !

C'est une preuve de cette diversion idéologique ! Comme le dit Malakine (« *poliblog indépendant* ») « aujourd'hui le "changement climatique" est dans le rôle de la peste brune d'hier, un ennemi providentiel qui fait tout passer au second plan tant il est effrayant ». L'écologisme d'*Europe Ecologie* peut conduire à justifier finalement la crise non par les méfaits du capitalisme, mais par les méfaits des travailleurs et des consommateurs. Dès lors, si cet écologisme devait persister, les licenciements ne seraient-ils pas vécus par certains comme des mesures heureuses qui ralentiraient la pollution ? La pression sur les salaires ne serait-elle pas une bonne chose puisqu'elle freinerait la consommation ? Avec de telles conceptions, dont certains ne sont pas loin, la solution à la crise porterait alors simplement sur la somme des petits actes individuels de la vie quotidienne (il ne faut pas pour autant renoncer à ces actes !).

La crise financière actuelle, qui est devenue une crise globale, témoigne de l'échec et de l'épuisement de l'idéologie néolibérale (la mondialisation). Celle-ci avait été mise en place par les classes

dirigeantes au tournant des années 70 et 80 dans le but de rediscipliner le salariat et les pays pauvres qui avaient réussi, par leurs luttes, à faire baisser les profits. En inventant la mondialisation, les classes dirigeantes ont pu réorganiser le travail à l'échelle planétaire pour redresser les profits. L'objectif a été atteint au-delà de toutes les espérances. Crises et orgies de spéculations se sont multipliées. Mais à quel prix ! Ces politiques de mondialisation (le néolibéralisme) sont la cause directe et principale du réchauffement climatique. Les populations commencent à en prendre conscience.

Les classes dirigeantes ont donc besoin d'une idéologie de rechange, pour remplacer le néolibéralisme. Ils cherchent. Ils n'ont pas encore fait leur choix. Ils testent. Mais ce qui est certain, c'est que le thème du réchauffement climatique est du pain béni. Sur un sujet désormais aussi consensuel, les classes dirigeantes espèrent éviter d'être mises en cause en prenant la tête de toute une série de gesticulations sur le sujet. Des personnages comme Daniel Cohn-Bendit sont alors particulièrement utiles puisqu'ils font tout pour éviter de mettre en cause le capitalisme. C'est pourquoi elles lui donnent un petit coup de pouce médiatique...

Le programme d'*Europe Ecologie*, contradictoire avec le traité de Lisbonne sur certains points, est donc un leurre, sinon une imposture, un véritable cul-de-sac, puisqu'il est totalement inapplicable dans les conditions actuelles du fonctionnement des institutions de l'Union européenne. La réaction de la députée Martine Billard, qui démissionne du parti des Verts pour rejoindre le Parti de Gauche, sanctionne ce virage écolo-libéral. Malheureusement, bien des membres des Verts, sincèrement antilibéraux, se font encore duper par la stratégie « *ni droite ni gauche* » imposée par Daniel Cohn-Bendit contre une majorité de militants. Combien de temps accepteront-ils de sacrifier leur intégrité politique pour obtenir des scores importants certes, mais sans doute éphémères faute de cohérence dans le programme des écologistes ?

Le M'PEP a choisi d'agir pour contribuer à repolitiser les citoyens et de ne pas se laisser bernier par des promesses qui n'auront aucun lendemain. Pour celles et ceux qui aspirent à un réel renouveau, trois actions sont essentielles : contribuer à la construction d'une grande force politique de gauche qui doit impérativement prendre en compte à la fois l'urgence sociale et l'urgence environnementale ; placer la souveraineté populaire au centre du débat politique, que ce soit à l'échelle nationale ou européenne ; sortir de l'eurolibéralisme, car l'ensemble des traités européens empêchent de mener des politiques de gauche.

Source : [www.m-pep.org/spip.php?article1470](http://www.m-pep.org/spip.php?article1470)

---

### **Le programme d'Europe écologie est moins ambitieux que celui de Dumont en 1974 !**

Sylvain Lapoix, Marianne, le 23 Août 2009

*Bruno Clémentin, cofondateur des Casseurs de pub, juge qu'en écartant délibérément les thèses de la décroissance, et Yves Cochet avec, Europe écologie ne propose que des demi-mesures en rapport avec une victoire qui n'est pas celle des écologistes.*

Invité [des journées d'été des Verts](#) dans le cadre du forum «*Croissance verte et décroissance*», Bruno Clémentin, cofondateur des [Casseurs de pub](#) et du magazine [La décroissance](#), juge que, de la croissance verte à la croissance désirable, les options écologiques présentées par Europe écologie sont hors sujets par rapport à l'inévitable nécessité de la décroissance.

**Marianne2.fr : Que pensez-vous de la représentation de la radicalité, et en particulier de la décroissance, dans le programme d'Europe écologie ?**

**Bruno Clémentin :** Quand on lit le programme, il est clair que toute notion proche de la décroissance a été écartée. Dans les débats qui se sont déroulés lors des journées d'été de Nîmes, on

pouvait lire entre les lignes des références. Mais dans l'ensemble, Yves Cochet a eu raison de dénoncer l'absence d'exposition de ces thèmes car cela mène à des notions complètement hors sujet : la croissance verte, la croissance désirable, etc.

Europe écologie propose de ne plus construire de centrale nucléaire et d'utiliser les sommes qui étaient prévues pour le faire pour isoler les maisons des régions concernées, créant de l'emploi par la même occasion. Mais l'énergie utilisée à ces fins de calfeutrage sera comparable à celle qui aurait été nécessaire à construire la centrale.

Pourquoi ne pas plutôt utiliser cet argent pour faire de l'éducation populaire sur les températures recommandées par la médecine dans les habitations au lieu d'encourager à surchauffer les espaces d'habitation et de travail ? Nous sommes dans la même impasse avec les transports : comment proposer une offre de transport alternative si on ne supprime pas la voiture individuelle ?

**Ces propositions relèvent-elles de la demi mesure ?**

Même pas : elle ne peuvent simplement pas fonctionner ! La politique de transport collectif ne fait qu'écarter la voiture. En Île-de-France, l'émission de CO2 n'a pas bougé depuis l'instauration des couloirs de bus : à Londres, on a interdit l'accès du centre ville aux automobiles par une taxe !

Le système londonien est perfectible car il favorise les riches mais rien n'empêche la redistribution. A gauche, 90% des partis veulent faire décroître les inégalités. Il faut aussi faire décroître l'émission de CO2 si on ne veut pas que la planète explose : la décroissance n'est pas négociable !

**Existe-t-il néanmoins un espace de débat pour la décroissance au sein d'Europe écologie ?**

Non ! Seuls ceux qui ont soutenu Yves Cochet pour sa candidature en 2007 adhèrent vraiment à ces thèses, soit la moitié des Verts. Le parti pesant un tiers d'Europe écologie, on peut penser qu'un sixième d'Europe écologie est susceptible de défendre la décroissance.

Mais, pour être élu, les Verts et Europe écologie inhibent cette radicalité. Au lieu de prôner la sobriété, ils font de la substitution : à la place du pétrole, du colza et à la place du nucléaire, de l'éolien. Il faudrait peut-être envisager de se débarrasser du superflu : un quart des Français ont une résidence secondaire fonctionnelle et un tiers de la nourriture préparée est jetée, on peut commencer par ça !

**Le score d'Europe écologie le 7 juin est-il une victoire pour l'écologie en générale ?**

Sur l'image, ils ont gagné. Mais ils n'ont rien gagné ! Le PS est arrivé premier et les Verts ont moins d'élus que dans leur dernière mandature. Daniel Cohn-Bendit est une bête politique qui a compris que, pour être élu, il fallait rassembler sa famille, plus un peu à côté, comme fait Nicolas Sarkozy avec CPNT et de Villiers.

Mais dans la pratique, les personnes élues par Europe écologie ne sont pas plus écologistes que ceux élus par le PS ne sont réellement socialistes ! En 1974, Pierre Mesmer proposait la suppression de la télévision à 23 heures pour économiser de l'énergie, l'interdiction des courses automobiles, une augmentation dissuasive de la taxe sur les carburants, etc. C'était des mesures lourdes, pas du pipeau. C'était juste le début de la chasse au gaspi, sur laquelle René Dumont était encore plus sévère. Aujourd'hui, le programme d'Europe écologie est moins ambitieux que celui de Dumont il y a quarante ans !

Source : [www.marianne2.fr](http://www.marianne2.fr)